

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Municipalité de Pointe-Calumet | 72020 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Linda Binette, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Municipalité de Pointe-Calumet pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 et atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signature



Date 11 juin 2024

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	26
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	27
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	28
Situation financière par organismes	29
Charges par objets	30
Excédent (déficit) accumulé	31
Avantages sociaux futurs	35

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	41
Analyse des charges consolidées	53

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la
Municipalité de Pointe-Calumet

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés (ci-après « les états financiers ») de Municipalité de Pointe-Calumet (ci-après « la municipalité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2023 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » du présent rapport, les états financiers consolidés joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité au 31 décembre 2023 ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Dans le cadre de l'application au 1^{er} janvier 2023 du chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2022, la municipalité doit déterminer si un passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations doit être comptabilisé. Au 31 décembre 2023, la municipalité n'a pas évalué ni comptabilisé de passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, n'a pas fourni les informations requises sur les obligations et n'a pas déterminé les ajustements à apporter aux autres postes des états financiers, ce qui constitue une dérogation aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les incidences de cette dérogation sur les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 n'ont pu être quantifiées. Cette situation nous a conduits à exprimer une opinion avec réserve sur les états financiers de l'exercice considéré.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserve.

Observations – informations financières établies à des fins fiscales

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous attirons l'attention sur le fait que la municipalité inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la municipalité ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la municipalité à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

Raymond Chabot Grant Thornton, S.E.N.C.R.L.

Laval, 11 juin 2024

CPA auditeur, permis de comptabilité publique no A119220

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalizations	
		2023	2022
Revenus			
Taxes	1	6 500 213	6 201 856
Compensations tenant lieu de taxes	2	97 064	95 341
Quotes-parts	3		
Transferts	4	689 453	645 091
Services rendus	5	412 602	326 566
Imposition de droits	6	319 877	517 152
Amendes et pénalités	7	74 107	78 509
Revenus de placements de portefeuille	8		
Autres revenus d'intérêts	9	224 143	194 510
Autres revenus	10	83	2 136
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	8 317 542	8 061 161
Charges			
Administration générale	14	1 316 378	1 386 484
Sécurité publique	15	2 188 968	2 114 808
Transport	16	1 752 715	1 693 953
Hygiène du milieu	17	1 695 908	1 751 210
Santé et bien-être	18	5 260	4 667
Aménagement, urbanisme et développement	19	278 023	212 450
Loisirs et culture	20	1 174 455	1 056 300
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	199 637	128 453
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	8 611 344	8 348 325
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(293 802)	(287 164)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	15 343 210	15 630 374
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27		
Solde redressé	28	15 343 210	15 630 374
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29	15 049 408	15 343 210

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	693 811	430 006
Débiteurs (note 5)	2	2 426 916	2 415 835
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		204 606
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	3 120 727	3 050 447
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	29 023 575	26 896 234
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	1 668 118	965 075
Revenus reportés (note 11)	12	71 432	258 508
Dette à long terme (note 12)	13	9 507 940	5 583 501
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	8 642	25 291
Autres passifs (note 14)	15		
	16	40 279 707	33 728 609
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(37 158 980)	(30 678 162)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	51 940 351	45 699 401
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	21 425	21 425
Stocks de fournitures	20	51 735	58 652
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	194 877	241 894
	23	52 208 388	46 021 372
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	15 049 408	15 343 210
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	15 049 408	15 343 210
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	15 049 408	15 343 210
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalizations	
		2023	2022
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(293 802)	(287 164)
Variation des immobilisations corporelles			
Acquisition	2	(7 265 943)	8 812 435
Produit de cession	3	83	2 929
Amortissement	4	1 024 993	1 147 760
(Gain) perte sur cession	5	(83)	(2 136)
Réduction de valeur / Reclassement	6		
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7		
	8	(6 240 950)	(7 663 882)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		
Variation des stocks de fournitures	10	6 917	(16 517)
Variation des actifs incorporels achetés	11		
Variation des autres actifs non financiers	12	47 017	37 144
	13	53 934	20 627
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15		
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(6 480 818)	(7 930 419)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	17	(30 678 162)	(22 747 743)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18		
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19		
Solde redressé	20	(30 678 162)	(22 747 743)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21	(37 158 980)	(30 678 162)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(293 802)	(287 164)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	1 024 993	1 147 760
Autres			
▪ Gain sur disposition d'immobilisations corporelles	3.1	(83)	(2 136)
	4	731 108	858 460
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(11 081)	418 410
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	703 043	93 582
Revenus reportés	8	(187 076)	28 949
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9	(16 649)	(18 299)
Propriétés destinées à la revente	10		
Stocks de fournitures	11	6 917	(16 517)
Autres actifs non financiers	12	47 017	37 144
	13	1 273 279	1 401 729
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(7 265 943)	(8 812 435)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	83	2 929
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17	()	()
	18	(7 265 860)	(8 809 506)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	()	()
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	()	()
Cession	22	204 606	345 614
	23	204 606	345 614
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	5 000 000	576 510
Remboursement de la dette à long terme	25	(1 075 566)	(722 887)
Variation nette des emprunts temporaires	26	2 127 341	7 163 455
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	5	18
Autres			
▪	28.1		
	29	6 051 780	7 017 096
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	263 805	(45 067)
Solde déjà établi	31	430 006	475 073
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	430 006	475 073
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	693 811	430 006

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de Pointe-Calumet est un organisme municipal existant en vertu du Code municipal du Québec.

2. Principales méthodes comptables**Base de présentation**

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les "états financiers") de la municipalité, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les "normes comptables").

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la municipalité. Ils incluent aussi la quote-part revenant à la municipalité des actifs, des passifs, des revenus et des charges consolidés proportionnellement ligne par ligne des partenariats auxquels elle participe.

a) Périmètre comptable

s/o

b) Partenariats

- Régie d'Assainissement des eaux de Deux-Montagnes	4,4939%
- Régie de Traitement des eaux usées de Deux-Montagnes	1,8440%
- Régie de Police du Lac des Deux-Montagnes:	12,3873 %

B) Comptabilité d'exercice**Estimations comptables**

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la municipalité et ses organismes contrôlés doivent faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la municipalité pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

C) Actifs financiers

Sauf indication contraire, les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

D) Passifs**Provision pour contestation d'évaluation**

La provision pour contestation d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations foncières et à des contestations de codifications prévues en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants:

	Taux
Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	40 ans
Améliorations locatives	4 et 10 ans
Véhicules	5, 7 et 10 ans
Ameublement et équipement de bureau	5, 10 et 20 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	10 ans

Les immobilisations corporelles en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations corporelles est inclus dans les charges à l'état consolidé des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la municipalité de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations corporelles est passée en charges à l'état consolidé résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

F) Revenus

Constatation de revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement. Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées dès l'entrée en service des modifications apportées à des immeubles ou de la construction de nouveaux immeubles, sans égard à la date à laquelle les certificats de modification ont été émis, pourvu qu'il soit possible de faire une estimation raisonnable de la valeur des modifications ou ajouts en cause.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilières sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements et les autres revenus d'intérêt sont constatés en fonction du temps écoulé.

G) Avantages sociaux futurs

Municipalité de Pointe-Calumet

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Régie de Police du Lac des Deux-Montagnes

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Régime de retraite à prestations déterminées

Pour chacun des régimes, la charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projections des salaires futurs. Cette méthode est prescrite par le chapitre SP3250 du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnées le 5 décembre 2014 ("la Loi RRSM"). Ce cloisonnement n'a toutefois pas été appliqué au calcul des cotisations excédentaires, car celui-ci doit être fait de façon globale, par régime, sans établir de volets distincts.

Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, et des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi RRSM.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de l'organisme municipal en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi RRSM. Selon les recommandations du MAMH, puisque les principaux effets découlant de la Loi RRSM ont tous été reflétés lors d'exercices financiers précédents, il n'est plus nécessaire de compléter la note 8 au bas de la Page S11-4 sur les effets de la loi RRSM. Plus de détails sont fournis, s'il y a lieu, dans la "Section 3 - Commentaires sur les résultats" du Rapport sur la comptabilité des avantages sociaux futurs des régimes de retraites à prestations déterminées auxquels participent les employés de la Régie de Police du Lac de Deux-Montagnes pour l'année financière en cours.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre de l'année financière en cours selon la méthode suivante: valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte. Lorsqu'une variation de la provision pour moins-value découle d'un gain ou d'une perte actuariel, ce gain ou cette perte pourrait être constaté immédiatement plutôt qu'amorti sur les exercices subséquents, afin de contrebalancer l'effet de la variation de la provision pour moins-value dans les résultats.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Le coût des services passés, s'il y a lieu, doit être constaté entièrement dans l'exercice au cours duquel la modification est apportée ou la décision est rendue à cet effet. Toutefois, lorsqu'une modification donne lieu à une augmentation de l'obligation au titre des prestations constituées, ce coût est compensé par la constatation de gains actuariels nets non amortis jusqu'à concurrence du coût des services passés. Cette constatation se fait alors en partant des gains actuariels non amortis les plus anciens et en remontant dans le temps jusqu'à ce que le montant net à constater à l'encontre du coût des services passés soit atteint, le cas échéant. Inversement, lorsqu'une modification donne lieu à une diminution de l'obligation au titre des prestations constituées et qu'il existe des pertes actuarielles nettes non amorties, ces dernières doivent aussi être constatées immédiatement, et ce, de façon similaire.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la municipalité a choisi de reporter l'imposition en tout ou en partie de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la municipalité a choisi de devancer l'imposition en tout ou en partie de la taxation aux exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles consolidées de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organisme:

- Régie de Police du lac des Deux-Montagnes:

La mesure qui consistait à affecter aux DCTP la totalité ou une partie du coût des services passés découlant d'une modification de régime ou de la perte déterminée lors d'un règlement ou d'une compression de régime, ne peut plus être utilisée à compter de 2020. Cette décision s'applique également au solde des DCTP découlant de l'utilisation antérieure de la mesure d'allégement, à l'exception des régimes pour lesquels le coût des services passés est associé à un déficit initial. Le montant affecté aux DCTP relatif aux avantages sociaux futurs est relié au coût des services passés qui découle de la création de la Régie de police du Lac des Deux-Montagnes en 2015, et est donc exempt du retrait de la mesure d'allégement. Ce montant est amorti sur la DMERCA des salariés actifs touchés en date de la création, soit 17,75.

I) Instruments financiers

Évaluation initiale

La municipalité comptabilise un actif financier ou un passif financier dans l'état consolidé de la situation financière lorsqu'elle devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier, et seulement dans ce cas. Sauf indication contraire, les actifs et passifs financiers sont initialement évalués au coût.

Évaluation ultérieure

À chaque date de clôture, les actifs et les passifs financiers de la municipalité sont évalués au coût après amortissement (incluant toute dépréciation dans le cas des actifs financiers).

La municipalité détermine s'il existe une indication objective de dépréciation des actifs financiers. Toute dépréciation des actifs financiers est comptabilisée à l'état consolidé des résultats.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Dans le cas d'un placement de portefeuille, si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'il subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement de portefeuille ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état consolidé des résultats qu'au moment de sa réalisation.

J) Autres éléments

s/o

3. Modification de méthodes comptables

Adoption initiale - obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Le 1^{er} janvier 2023, la municipalité aurait dû adopter les recommandations du nouveau chapitre SP 3280, Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3280, la municipalité devrait comptabiliser un passif et une augmentation correspondante du coût de l'immobilisation corporelle visée à l'égard des obligations juridiques qui sont liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle et qui résultent de son acquisition, de sa construction, de son développement, de sa mise en valeur ou de son utilisation normale. Ces recommandations s'appliquent aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles contrôlées par la municipalité qui font encore ou non l'objet d'un usage productif, y compris les immobilisations corporelles louées.

Conformément aux nouvelles exigences, la municipalité devrait comptabiliser un tel passif lorsque les conditions suivantes sont réunies:

- Il existe une obligation juridique obligeant la municipalité à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnées;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

La municipalité n'a évalué ni comptabilisé aucune obligation liée à la mise hors service d'immobilisations corporelles au 31 décembre 2023.

Instruments financiers

Le 1^{er} janvier 2023, la municipalité a adopté les recommandations des nouveaux chapitres SP 1201, « Présentation des états financiers », et SP 3450, « Instruments financiers », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*.

Le chapitre SP 3450 établit des normes de comptabilisation et d'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers et des dérivés non financiers. Les principaux éléments de ce nouveau chapitre sont les suivants :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

- Les éléments compris dans le champ d'application du chapitre sont classés dans l'une ou l'autre des deux catégories d'évaluation : juste valeur, ou coût ou coût après amortissement;
- La quasi-totalité des dérivés, y compris les dérivés incorporés qui ne sont pas étroitement liés au contrat hôte, sont évalués à la juste valeur;
- L'évaluation à la juste valeur s'applique également aux placements de portefeuille dans des titres de capitaux propres qui sont cotés sur un marché actif;
- Les autres actifs financiers et passifs financiers sont de façon générale évalués au coût ou au coût après amortissement;
- Jusqu'à ce qu'un élément soit décomptabilisé, les gains et les pertes découlant de la réévaluation à la juste valeur sont présentés dans l'état consolidé des gains et pertes de réévaluation;
- Il n'est pas nécessaire de présenter une comparaison des montants réels et des montants budgétés dans l'état consolidé des gains et pertes de réévaluation;
- Lorsque l'entité définit et met en œuvre une stratégie de gestion des risques ou de placement afin de gérer et d'évaluer la performance d'un groupe d'actifs financiers, de passifs financiers ou des deux en fonction de la juste valeur, elle peut choisir d'inclure ces éléments dans la catégorie des instruments financiers évalués à la juste valeur;
- De nouvelles exigences clarifient quand les passifs financiers sont décomptabilisés;
- La compensation d'un passif financier et d'un actif financier est interdite en l'absence d'un droit juridiquement exécutoire d'opérer compensation entre les montants comptabilisés et de l'intention soit de procéder à un règlement net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément;
- De nouvelles obligations d'information sur les éléments présentés ainsi que sur la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers ont été ajoutées.

Le chapitre SP 1201 prévoit un nouvel état financier (l'état consolidé des gains et pertes de réévaluation) pour la comptabilisation des gains et pertes de réévaluation et prévoit que l'excédent ou le déficit accumulé présenté à l'état consolidé de la situation financière correspond à l'excédent ou au déficit accumulé lié aux activités et aux gains et pertes de réévaluation cumulés.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2022, ont fait l'objet d'une application prospective et, en conséquence, les montants comparatifs au 31 décembre 2022 et pour l'exercice terminé à cette date sont présentés conformément aux méthodes comptables appliquées par la municipalité avant l'adoption de ces nouveaux chapitres. L'application de ces modifications n'a eu aucune incidence sur la valeur comptable des actifs financiers et des passifs financiers de la municipalité au 1^{er} janvier 2023.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2023	2022
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	239 747	430 006
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	456 949	
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	696 696	430 006
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 (	2 885)()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	693 811	430 006
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	696 696	430 006
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8		

Note**5. Débiteurs**

		2023	2022
Taxes municipales	9	731 878	649 702
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	941 096	1 069 063
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	197 996	292 585
Organismes municipaux	13	27 298	70 998
Autres			
▪	14.1	528 648	333 487
	15	2 426 916	2 415 835
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	697 594	769 788
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	697 594	769 788
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21		
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	941 096	1 069 063
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24		
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26		
	27	941 096	1 069 063

Note

	<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>	
	<u>De</u>	<u>A</u>	<u>De</u>	<u>A</u>
Débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme	1,67%	4,48%	2024	2043

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

6. Prêts

	2023	2022
Prêts à un office d'habitation	28	
Prêts à un fonds d'investissement	29	
Autres	30,1	
	31	
Provision pour moins-value déduite des prêts	32	

Note**7. Placements de portefeuille**

	2023	2022
Placements à titre d'investissement	33	
Autres placements	34	204 606
	35	204 606
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	36	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	37	

Note

Au 31 décembre 2022, les autres placements de portefeuille étaient composés de dépôts à terme et portaient intérêt au taux de 2,5%.

8. Autres actifs financiers

	2023	2022
Propriétés destinées à la revente (note 16)	38	
Autres	39	
	40	

Note**9. Emprunts temporaires**

La municipalité dispose d'une marge de crédit de 700 000\$ portant intérêt au taux préférentiel (7,2%; 6,45% au 31 décembre 2022) et renouvelable annuellement. Cette marge est utilisée pour les opérations courantes de la municipalité. Au 31 décembre 2023, la marge est inutilisée.

De plus, la municipalité bénéficie d'emprunts temporaires autorisés, d'un montant total de 45 988 963\$ (31 909 955\$ au 31 décembre 2022) portant intérêt au taux préférentiel et au taux préférentiel moins 0,3% (6,9% à 7,2%; 6,15% à 6,45% au 31 décembre 2022) et renouvelable à différentes dates entre novembre 2026 et juillet 2040.

La municipalité dispose également d'une lettre de garantie d'un montant autorisé de 230 644\$ (230 644\$ au 31 décembre 2022) et portant intérêt au taux préférentiel majoré de 5% (12,45%; 11,45% au 31 décembre 2022). Au 31 décembre 2023, cette lettre n'est pas utilisée.

Les partenariats bénéficient également de facilité de crédit:

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La Régie de Police du Lac des Deux-Montagnes dispose d'un emprunt bancaire autorisé de 750 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel (7,20% 6,45% au 31 décembre 2022), renouvelable au 30 juin 2024. Au 31 décembre 2023, l'emprunt bancaire est inutilisé.

La Régie de Traitement des eaux usées de Deux-Montagnes dispose de facilités de crédit autorisées de 800 000 \$ qui portent intérêts au taux préférentiel (7,2%; 6,45% au 31 décembre 2022). Ces facilités de crédit sont renouvelables annuellement. Au 31 décembre 2023, la marge de crédit était utilisée à la hauteur de 105 950 \$ (0 \$ au 31 décembre 2022).

La Régie d'Assainissement des eaux de Deux-Montagnes dispose de facilités de crédit autorisées de 500 000 \$ qui portent intérêts au taux préférentiel de (7,2%; 6,45% au 31 décembre 2022). Ces facilités de crédit sont renouvelables annuellement. La marge de crédit n'était pas utilisée au 31 décembre 2023 (0 \$ au 31 décembre 2022).

10. Crédoiteurs et charges à payer

		2023	2022
Fournisseurs	41	630 521	546 756
Salaires et avantages sociaux	42	354 552	359 338
Dépôts et retenues de garantie	43	560 209	23 345
Provision pour contestations d'évaluation	44		
Autres			
▪ Intérêts courus sur la dette à long terme	45.1	122 836	35 636
	46	1 668 118	965 075

Note

11. Revenus reportés

		2023	2022
Taxes perçues d'avance	47	71 432	78 757
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	48		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	49		
Accès entreprise Québec	50		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	51		
Autres			
▪	52.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	54		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	55		
Société québécoise d'assainissement des eaux	56		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	57		
Autres contributions des promoteurs	58		
Fonds de redevances réglementaires	59		
Autres			
▪	60.1		179 751
	61	71 432	258 508

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2023	2022
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,50	5,25	2024	2043	62	9 180 100	5 137 346
Obligations et billets en monnaies étrangères					63		
Gains (pertes) de change reportés					64		
					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67	327 840	446 160
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	9 507 940	5 583 506
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	()	(5)
					72	9 507 940	5 583 501

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2023
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2024	73		710 700		89 115	799 815
2025	74		667 400		54 095	721 495
2026	75		691 100		54 940	746 040
2027	76		642 500		27 270	669 770
2028	77		489 800		27 810	517 610
2029 et plus	78		5 978 600		74 610	6 053 210
	79		9 180 100		327 840	9 507 940
Intérêts et frais accessoires	80		()		()	
	81		9 180 100		327 840	9 507 940

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

13. Avantages sociaux futurs

	2023	2022
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	(8 642) (25 291)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	(8 642) (25 291)
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	78 668 80 193
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	111 426 105 400
Autres régimes (REER et autres)	88	
Régimes de retraite des élus municipaux	89	
	90	190 094 185 593

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**14. Autres passifs**

	2023	2022
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	91	
Assainissement des sites contaminés	92	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	93	
Autres		
▪	94.1	
	95	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	96	
Passifs engagés	97	
Passifs réglés	98	() ()
Charge de désactualisation ¹	99	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	100	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	101	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	102	13 512 623	289 010		13 801 633
Eaux usées	103	1 287 099			1 287 099
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	104	5 077 704			5 077 704
Autres					
▪ Endiguement, parcs, etc	105.1	20 294 550	91 284		20 385 834
Réseau d'électricité	106				
Bâtiments	107	3 128 102	178		3 128 280
Améliorations locatives	108	49 595	2 285		51 880
Véhicules	109	1 245 985	31 820	2 673	1 275 132
Ameublement et équipement de bureau	110	671 574	7 712		679 286
Machinerie, outillage et équipement divers	111	989 706	252 294		1 242 000
Terrains	112	99 670			99 670
Autres	113				
	114	46 356 608	674 583	2 673	47 028 518
Immobilisations en cours	115	28 293 247	6 591 360		34 884 607
	116	74 649 855	7 265 943	2 673	81 913 125
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	117	9 423 161	188 157		9 611 318
Eaux usées	118	704 040	36 805		740 845
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	119	2 048 622	220 126		2 268 748
Autres					
▪	120.1	13 137 388	318 769		13 456 157
Réseau d'électricité	121				
Bâtiments	122	1 566 361	78 196		1 644 557
Améliorations locatives	123	21 910	5 466		27 376
Véhicules	124	882 703	77 560	2 673	957 590
Ameublement et équipement de bureau	125	644 110	27 114		671 224
Machinerie, outillage et équipement divers	126	522 159	72 800		594 959
Autres	127				
	128	28 950 454	1 024 993	2 673	29 972 774
VALEUR COMPTABLE NETTE	129	45 699 401			51 940 351
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	130				
Amortissement cumulé	131	()	()	()	()
Valeur comptable nette	132				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

16. Propriétés destinées à la revente

		2023	2022
Immeubles de la réserve foncière	133		
Immeubles industriels municipaux	134		
Autres	135	21 425	21 425
	136	21 425	21 425
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	137		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	138	21 425	21 425

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	139.1				
	140				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	141.1				
	142				
VALEUR COMPTABLE NETTE	143				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2023	2022
Frais payés d'avance			
▪	144.1	176 060	241 894
Autres			
▪	145.1	18 817	
	146	194 877	241 894

Note**19. Obligations contractuelles**

La municipalité s'est engagée, d'après des contrats de déneigement, de cueillette, transport des matières résiduelles et d'entretien échéant à diverses dates jusqu'en octobre 2027, à verser une somme totale de 1 795 751\$. De plus, les partenariats se sont engagés dans divers contrats et baux échéant jusqu'en 2027. La quote-part totale des obligations revenant à la municipalité est de 149 514\$. Les versements reliés à ces engagements se répartissent comme suit pour les 4 prochaines années :

2024	827 670\$
2025	412 764\$
2026	388 556\$
2027	316 275\$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

De plus, un partenariat s'est engagé en vertu d'appels d'offres pour l'acquisition de quatre véhicules et d'équipements véhiculaires et pour la production d'une analyse de faisabilité préliminaire pour un projet potentiel. Le solde de ces engagements s'établit à 437 171\$ et est exigible au cours du prochain exercice.

20. Droits contractuels

s/o

21. Passifs éventuels

s/o

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2023	2022
Emprunts temporaires			
▪	147.1		
	148		
Dettes à long terme			
▪	149.1		
	150		
	151		

S/O

B) Auto-assurance

S/O

C) Poursuites

S/O

D) Autres

Subséquentement aux inondations de mai 2017 et d'avril 2019, la municipalité a obtenu, des autorités gouvernementales, les autorisations afin de procéder au rehaussement et au confortement des ouvrages de protection contre les inondations pour l'ensemble de son territoire. L'ensemble des ouvrages doivent être réalisés en 2024 et devraient totaliser environ 45 000 000\$ dont 29 972 576\$ (24 433 501\$ au 31 décembre 2022) sont réalisés au 31 décembre 2023.

De plus, la Municipalité a débuté en 2021, un processus d'expropriation de propriétés et de servitudes pour la construction d'un ouvrage de protection contre les inondations entre la 25e avenue et la 32e avenue. A ce jour, aucun montant n'est comptabilisé pour les rachats des propriétés et servitudes visées puisque des négociations sont toujours en cours.

22. Actifs éventuels

s/o

23. Redressement aux exercices antérieurs

s/o

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

24. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les partenariats, après élimination des opérations réciproques.

25. Instruments financiers**Politique de gestion des risques**

La municipalité est exposée à divers risques découlant de ses instruments financiers. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la municipalité.

Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucune modification de politiques, de procédures et de pratiques de gestion des risques concernant les instruments financiers. Les éléments suivants fournissent une mesure des risques à la date de fin d'exercice.

Risques financiers*Risque de crédit*

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie fasse défaut à ses obligations contractuelles. Le risque de crédit de la municipalité est principalement attribuable aux débiteurs, excluant les taxes à la consommation à recevoir. La municipalité juge que le risque de crédit afférent aux sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada n'est pas important. Afin de réduire son risque de crédit, la municipalité analyse régulièrement le solde des débiteurs, excluant les sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada, et une provision pour créances douteuses est constituée, lorsque nécessaire, fondée sur leur valeur de réalisation estimative.

La valeur comptable des principaux actifs financiers de la municipalité représente son exposition maximale au risque de crédit.

La chronologie des actifs financiers, déduction faite de la provision pour créances douteuses au 31 décembre, se détaille comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
	\$	\$
Actifs financiers en souffrance		
Moins de un an	915 779 \$	669 044 \$
Entre un an et deux ans	81 957 \$	59 876 \$
Entre deux et trois ans	9 618 \$	7 026 \$
Plus de trois ans		
Sous-total	1 007 354 \$	735 946 \$
Moins : provision pour créances douteuses		
Total	1 007 354 \$	735 946 \$

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les instruments financiers varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la municipalité au risque de variations de la juste valeur et ceux à taux d'intérêt variable, à un risque de flux de trésorerie.

Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe sont les dettes à long terme alors que les instruments financiers à taux d'intérêt variable sont les emprunts temporaires.

La municipalité n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

Une augmentation ou une diminution raisonnablement possible des taux d'intérêt de 1 % (1 % au 31 décembre 2022) n'aurait pas d'incidence significative sur l'excédent (le déficit) de l'exercice ni sur les gains de réévaluation nets (pertes de réévaluation nettes) de l'exercice.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité de la municipalité est le risque qu'elle éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers.

La municipalité est donc exposée au risque de liquidité relativement à l'ensemble des passifs financiers comptabilisés à l'état consolidé de la situation financière.

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à s'assurer que la municipalité dispose de sources de financement de montants autorisés suffisants. La municipalité établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations.

Les échéances contractuelles des passifs financiers (non actualisées, y compris le versement d'intérêts, le cas échéant) se détaillent comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans
Créditeurs et charges à payer	1 668 118 \$			
Emprunts temporaires	29 023 575 \$			
Dette à long terme	799 815 \$	1 467 535 \$	1 187 380 \$	6 053 210 \$
Autres passifs	0 \$			
Total	31 491 509 \$	1 467 535 \$	1 187 380 \$	6 053 210 \$

26. Événement subséquent

Une demande de dissolution de la Régie d'Assainissement des eaux de Deux-Montagnes a été effectuée au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2023. Des discussions ont eu lieu entre les trois entités participantes à l'effet d'établir un protocole d'entente. La dissolution est actuellement en cours et prendra effet au cours de l'exercice 2024.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalizations 2022		Budget 2023	Réalizations 2023		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	6 201 856	6 453 489	6 500 213			6 500 213
Compensations tenant lieu de taxes	2	95 341	94 602	97 064			97 064
Quotes-parts	3						
Transferts	4	367 670	442 438	642 838		11 631	654 469
Services rendus	5	276 860	240 500	354 313		58 289	412 602
Imposition de droits	6	517 152	477 500	319 877			319 877
Amendes et pénalités	7	3 029	1 000	2 425		71 682	74 107
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	194 484	163 000	224 135		8	224 143
Autres revenus	10					83	83
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	7 656 392	7 872 529	8 140 865		141 693	8 282 558
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	255 965		31 959		3 025	34 984
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	255 965		31 959		3 025	34 984
	22	7 912 357	7 872 529	8 172 824		144 718	8 317 542
Charges							
Administration générale	23	1 230 144	1 173 221	1 156 455	34 559	125 364	1 316 378
Sécurité publique	24	2 002 168	1 951 103	2 062 650	110 168	16 150	2 188 968
Transport	25	1 443 545	1 471 590	1 485 656	267 059		1 752 715
Hygiène du milieu	26	1 201 701	1 133 917	1 282 351	386 710	26 847	1 695 908
Santé et bien-être	27	4 667	10 350	5 260			5 260
Aménagement, urbanisme et développement	28	210 764	311 934	276 337	1 686		278 023
Loisirs et culture	29	894 151	1 014 335	1 010 773	163 682		1 174 455
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	128 780	226 715	199 098		539	199 637
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	1 086 721	1 086 721	963 864	(963 864)		
	34	8 202 641	8 379 886	8 442 444		168 900	8 611 344
Excédent (déficit) de l'exercice	35	(290 284)	(507 357)	(269 620)		(24 182)	(293 802)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2022	Budget 2023	Administration municipale	Réalisations 2023	Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(290 284)	(507 357)	(269 620)	(24 182)	(293 802)
Moins : revenus d'investissement	2	(255 965)	()	(31 959)	(3 025)	(34 984)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(546 249)	(507 357)	(301 579)	(27 207)	(328 786)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	1 086 721	1 086 721	963 864	61 129	1 024 993
Produit de cession	5				83	83
(Gain) perte sur cession	6				(83)	(83)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	1 086 721	1 086 721	963 864	61 129	1 024 993
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(641 700)	(679 150)	(714 492)	(1 046)	(715 538)
	18	(641 700)	(679 150)	(714 492)	(1 046)	(715 538)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(46 077)	()	()	(619)	(619)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	110 000	50 000	176 500	3 404	179 904
Excédent de fonctionnement affecté	21	148 206	142 125	212 125		212 125
Réserves financières et fonds réservés	22	(11 619)	(92 339)	(94 199)		(94 199)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23				(5 973)	(5 973)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	200 510	99 786	294 426	(3 188)	291 238
	26	645 531	507 357	543 798	56 895	600 693
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	99 282		242 219	29 688	271 907

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2022	Administration municipale	Réalisations 2023	Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus d'investissement	1	255 965	31 959	3 025	34 984
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	25 850)(	4 819)(	)	4 819)
Sécurité publique	3 (	7 615 317)(	6 416 287)(	42 213)(	6 458 500)
Transport	4 (	838 839)(	566 523)(	)	566 523)
Hygiène du milieu	5 (	291 186)(	21 668)(	619)(	22 287)
Santé et bien-être	6 ())))
Aménagement, urbanisme et développement	7 ())))
Loisirs et culture	8 (	32 150)(	213 814)(	)	213 814)
Réseau d'électricité	9 ())))
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10))))
	11 (	8 803 342)(	7 223 111)(	42 832)(	7 265 943)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 ())))
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 ())))
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	289 010	5 000 000		5 000 000
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	46 077		619	619
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	191 596	261 906		261 906
Excédent de fonctionnement affecté	17	336 961		39 188	39 188
Réserves financières et fonds réservés	18	78 538			
	19	653 172	261 906	39 807	301 713
	20	(7 861 160)	(1 961 205)	(3 025)	(1 964 230)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(7 605 195)	(1 929 246)		(1 929 246)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2022		2023	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	116 824	392 944	300 867	693 811
Débiteurs (note 5)	2	2 324 197	2 370 682	56 234	2 426 916
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4	204 606			
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7				
	8	2 645 627	2 763 626	357 101	3 120 727
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10	26 896 234	29 023 575		29 023 575
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	650 568	1 366 246	301 872	1 668 118
Revenus reportés (note 11)	12	241 132	71 432		71 432
Dettes à long terme (note 12)	13	5 582 460	9 507 940		9 507 940
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14			8 642	8 642
Autres passifs (note 14)	15				
	16	33 370 394	39 969 193	310 514	40 279 707
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(30 724 767)	(37 205 567)	46 587	(37 158 980)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	45 151 066	51 410 312	530 039	51 940 351
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	21 425	21 425		21 425
Stocks de fournitures	20	58 652	51 735		51 735
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	224 747	183 598	11 279	194 877
	23	45 455 890	51 667 070	541 318	52 208 388
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	553 413	38 059	78 912	116 971
Excédent de fonctionnement affecté	25	582 461	689 352		689 352
Réserves financières et fonds réservés	26	173 172	267 372	31 950	299 322
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	()	()	52 996	52 996
Financement des investissements en cours	28	(27 225 242)	(29 154 491)		(29 154 491)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	40 647 319	42 621 211	530 039	43 151 250
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	14 731 123	14 461 503	587 905	15 049 408
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	2 097 479	2 117 029	2 117 029	1 953 960
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	431 769	419 461	419 461	395 724
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	2 599 028	2 704 570	2 811 802	2 712 947
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	221 405	196 456	196 472	127 370
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11			15	57
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	5 310	2 642	3 150	1 026
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	1 794 479	1 860 363	1 860 363	1 878 904
Transferts	15				
Autres	16				
Autres					
Transferts	17				
Autres	18	74 367	89 435	89 435	79 234
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	1 086 721	963 864	1 024 992	1 147 760
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪	21.1	69 328	88 624	88 625	51 343
	22	8 379 886	8 442 444	8 611 344	8 348 325

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	116 971	606 044
Excédent de fonctionnement affecté	2	689 352	582 461
Réserves financières et fonds réservés	3	299 322	244 311
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(52 996)	(58 972)
Financement des investissements en cours	5	(29 154 491)	(27 225 242)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	43 151 250	41 194 608
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	15 049 408	15 343 210
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	38 059	553 413
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	78 912	52 631
	11	116 971	606 044
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪	12.1	689 352	582 461
	13	689 352	582 461
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	689 352	582 461

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	17.1	
	18	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21	157 667
Organismes contrôlés et partenariats	22	29 788
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	
Organismes contrôlés et partenariats	24	
Montant non réservé		
Administration municipale	25	9 566
Organismes contrôlés et partenariats	26	2 162
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	
Autres		
▪ Évaluation et élections	30.1	100 139
	31	299 322
	32	244 311
	299 322	244 311

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 (52 996)	)( 58 972)
	39 (52 996)	)( 58 972)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	40 ()(
Assainissement des sites contaminés	41 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	42 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 ()(
Autres	44.1 ()(
	45 (52 996)	)( 58 972)
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	46 ()(
Utilisation du fonds de roulement	47 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	48 ()(
Utilisation du fonds de roulement	49 ()(
Autres	50.1 ()(
	51 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	52 ()(
Mesure relative à la COVID-19	53 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	54 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	55 ()(
Autres	56.1 ()(
	57 ()(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	58	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	59	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	60	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	61	
Autres	62.1	
	63	
	64 (52 996)	)( 58 972)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65	
Investissements à financer	66 (29 154 491)(	27 225 242)
	67 (29 154 491)	(27 225 242)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	68	51 940 351
Propriétés destinées à la revente	69	21 425
Prêts	70	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	71	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	72	
	73	51 961 776
Ajustements aux éléments d'actif	74	45 720 826
	75	51 961 776
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	76 (9 507 940)(	5 583 501)
Frais reportés liés à la dette à long terme	77 ()	(5)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	78	697 594
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	79	1 057 288
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	80	(180)
	81 (8 810 526)(	4 526 218)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	82 ()	()
	83 (8 810 526)(	4 526 218)
	84	43 151 250
		41 194 608

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (25 291)	(43 590)
Charge de l'exercice	4 (78 668)(	80 193)
Cotisations versées par l'employeur	5 95 317	98 492
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 (8 642)	(25 291)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 5 030 550	4 670 508
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (5 030 550)(	4 687 665)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	(17 157)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 (8 642)	(8 134)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (8 642)	(25 291)
Provision pour moins-value	12 () ()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 (8 642)	(25 291)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	2
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	4 670 508
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ( ) (	4 687 665)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ( ) (	17 157)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 167 122	170 680
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	13 726
	20 167 122	184 406
Cotisations salariales des employés	21 (88 327)(	86 293)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ( ) (	13 980)
	23 78 795	84 133
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 (635)	(3 559)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30 78 160	80 574
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31 284 806	286 712
Rendement espéré des actifs	32 (284 298)(	287 093)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33 508	(381)
Charge de l'exercice	34 78 668	80 193

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	373 132 (365 507)
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 (	284 297)(287 093)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	88 835 (652 600)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	391 179 167 884
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	6,26 % 6,09 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	6,09 % 6,09 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	2,75 % 2,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	2,03 % 2,03 %
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73 ()(
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()(
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84 ()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88 ()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques			
▪	103.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104	1	
Description des régimes et autres renseignements		2023	2022
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109	111 426	105 400
	110	111 426	105 400

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111		
Description des régimes et autres renseignements		2023	2022
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114		
Autres régimes	115		
	116		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2023	2022
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117		
Description du régime		2023	2022
Cotisations des élus au RREM	118		
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121		
Note			

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	4 958 927	4 992 723	4 723 219
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	4 958 927	4 992 723	4 723 219
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	326 764	345 815	343 652
Égout	13	85 902	85 902	76 420
Traitement des eaux usées	14	5 194	5 221	15 006
Matières résiduelles	15	615 560	615 240	545 845
Autres				
▪	16.1	298 364	294 620	445 465
Centres d'urgence 9-1-1	17	30 000	31 617	30 189
Service de la dette	18	132 778	129 075	22 060
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	1 494 562	1 507 490	1 478 637
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	1 494 562	1 507 490	1 478 637
	27	6 453 489	6 500 213	6 201 856

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28			
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30	602	602	602
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	9 000	8 906	8 533
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	85 000	87 556	86 206
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	94 602	97 064	95 341
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	94 602	97 064	95 341

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47			
Sécurité publique				
Police	48		11 631	21 456
Sécurité incendie	49			
Sécurité civile	50	40 207	40 207	
Autres	51			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	52	59 846	2 054	17 707
Enlèvement de la neige	53			
Autres	54	239 307	239 307	
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	55			
Transport adapté	56			
Transport scolaire	57			
Autres	58			
Transport aérien	59			
Transport par eau	60			
Autres	61			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	62			
Réseau de distribution de l'eau potable	63			
Traitement des eaux usées	64			
Réseaux d'égout	65			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	66			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	67			
Tri et conditionnement	68	180 800	205 433	191 748
Autres	69			
Autres	70			
Cours d'eau	71			
Protection de l'environnement	72			
Autres	73			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	74			
Sécurité du revenu	75			
Autres	76			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	77			
Rénovation urbaine	78			
Promotion et développement économique	79			
Autres	80			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	81	74 531	27 670	36 758
Activités culturelles				
Bibliothèques	82	26 300	27 206	23 819
Autres	83			
Réseau d'électricité	84			
	85	341 477	541 877	291 488

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	86			
Sécurité publique				
Police	87		3 025	
Sécurité incendie	88			
Sécurité civile	89			2 321
Autres	90			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	91			253 644
Enlèvement de la neige	92			
Autres	93			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	94			
Transport adapté	95			
Transport scolaire	96			
Autres	97			
Transport aérien	98			
Transport par eau	99			
Autres	100			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	101			
Réseau de distribution de l'eau potable	102			
Traitement des eaux usées	103			
Réseaux d'égout	104			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	105			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	106			
Tri et conditionnement	107			
Autres	108			
Autres	109			
Cours d'eau	110			
Protection de l'environnement	111			
Autres	112			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	113			
Sécurité du revenu	114			
Autres	115			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	116			
Rénovation urbaine	117			
Promotion et développement économique	118			
Autres	119			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	120			
Activités culturelles				
Bibliothèques	121			
Autres	122	31 959	31 959	
Réseau d'électricité	123			
	124			
		31 959	34 984	255 965

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	125			
Péréquation	126			
Neutralité	127			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	128			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	129			
Fonds de développement des territoires	130			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	131			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	132	100 961	100 961	97 638
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	133			
Autres	134			
	135	100 961	100 961	97 638
TOTAL DES TRANSFERTS	136	442 438	674 797	645 091

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	137			
Évaluation	138			
Autres	139			
	140			
Sécurité publique				
Police	141			
Sécurité incendie	142	23 000	97 165	97 165
Sécurité civile	143			
Autres	144			
	145	23 000	97 165	97 165
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	146			
Enlèvement de la neige	147			
Autres	148			
Transport collectif	149			
Autres	150			
	151			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	152			
Réseau de distribution de l'eau potable	153			
Traitement des eaux usées	154			
Réseaux d'égout	155			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	156			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	157			
Tri et conditionnement	158			
Autres	159			
Autres	160			
Cours d'eau	161			
Protection de l'environnement	162			
Autres	163			
	164			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	165			
Autres	166			
	167			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	168			
Rénovation urbaine	169			
Promotion et développement économique	170			
Autres	171			
	172			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	173			
Activités culturelles				
Bibliothèques	174			
Autres	175			
	176			
Réseau d'électricité	177			
	178	23 000	97 165	97 165
				67 433

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	179			
Évaluation	180			
Autres	181	27 000	32 874	24 160
	182	27 000	32 874	24 160
Sécurité publique				
Police	183		58 289	49 705
Sécurité incendie	184	32 000	20 113	20 113
Sécurité civile	185			
Autres	186			
	187	32 000	20 113	78 402
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	188			
Enlèvement de la neige	189			
Autres	190			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	191			
Transport adapté	192			
Transport scolaire	193			
Autres	194			
Autres	195			
	196			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	197	4 000	16 000	6 000
Réseau de distribution de l'eau potable	198			
Traitement des eaux usées	199			
Réseaux d'égout	200	5 000	22 533	3 468
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	201			
Matières recyclables	202	22 500	29 325	26 380
Autres	203			
Cours d'eau	204			
Protection de l'environnement	205			
Autres	206			
	207	31 500	67 858	35 848

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	208			
Sécurité du revenu	209			
Autres	210			
	211			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	212			
Rénovation urbaine	213			
Promotion et développement économique	214			
Autres	215			
	216			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	217	127 000	136 303	149 420
Activités culturelles				
Bibliothèques	218			
Autres	219			
	220	127 000	136 303	149 420
Réseau d'électricité	221			
	222	217 500	257 148	259 133
TOTAL DES SERVICES RENDUS	223	240 500	354 313	326 566

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	224	12 500	10 095	13 600
Droits de mutation immobilière	225	465 000	309 782	503 552
Droits sur les carrières et sablières	226			
Autres	227			
	228	477 500	319 877	517 152
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	229	1 000	2 425	78 509
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	230			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	231	163 000	224 135	194 510
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	232		83	2 136
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	233			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	234			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	235			
Contributions des promoteurs	236			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	237			
Contributions des organismes municipaux	238			
Autres contributions	239			
Redevances réglementaires	240			
Autres	241			
	242		83	2 136
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	243			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023		Réalizations	Réalizations	
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	202 095	209 362		209 362	209 362	203 669
Greffe et application de la loi	2	340 201	331 225		331 225	331 225	321 050
Gestion financière et administrative	3	312 281	286 013		286 013	412 192	434 492
Évaluation	4	71 495	67 439		67 439	67 439	140 309
Gestion du personnel	5	6 750	5 502		5 502	5 502	5 226
Autres							
•	6.1	240 399	256 914	34 559	291 473	290 658	281 738
	7	1 173 221	1 156 455	34 559	1 191 014	1 316 378	1 386 484
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	1 401 155	1 378 146		1 378 146	1 394 295	1 400 183
Sécurité incendie	9	390 511	481 616	87 670	569 286	569 286	507 915
Sécurité civile	10	104 089	137 450	22 498	159 948	159 948	170 297
Autres	11	55 348	65 438		65 438	65 439	36 413
	12	1 951 103	2 062 650	110 168	2 172 818	2 188 968	2 114 808
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	13	872 767	893 426	267 059	1 160 485	1 160 485	1 124 616
Enlèvement de la neige	14	281 775	282 891		282 891	282 891	261 710
Éclairage des rues	15	53 000	48 154		48 154	48 154	48 178
Circulation et stationnement	16	24 500	21 637		21 637	21 637	24 314
Transport collectif							
Transport en commun	17	239 548	239 548		239 548	239 548	231 243
Transport aérien	18						
Transport par eau	19						
Autres	20						3 892
	21	1 471 590	1 485 656	267 059	1 752 715	1 752 715	1 693 953

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	22	8 000	9 028		9 028	9 028	12 938
Réseau de distribution de l'eau potable	23	260 814	314 814	189 363	504 177	504 177	567 583
Traitement des eaux usées	24	8 765	6 266		6 266	33 113	213 054
Réseaux d'égout	25	90 902	90 593	159 907	250 500	250 500	198 186
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	26	203 991	206 275		206 275	206 275	197 755
Élimination	27	164 668	183 763		183 763	183 763	175 179
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	28	117 974	119 391	3 044	122 435	122 435	92 161
Tri et conditionnement	29	15 770	51 119		51 119	51 119	11 447
Matières organiques							
Collecte et transport	30	101 408	93 298		93 298	93 298	79 408
Traitement	31	59 426	62 380		62 380	62 380	49 737
Matériaux secs	32	93 739	145 424	34 396	179 820	179 820	119 680
Autres	33						
Plan de gestion	34						
Autres	35						
Cours d'eau							
Protection de l'environnement	37	8 460					34 082
Autres	38						
	39	1 133 917	1 282 351	386 710	1 669 061	1 695 908	1 751 210
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	40						
Sécurité du revenu	41						
Autres	42	10 350	5 260		5 260	5 260	4 667
	43	10 350	5 260		5 260	5 260	4 667

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2023	Réalizations 2023		Total	Réalizations 2023	Réalizations 2022	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement				
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	44	286 043	250 446	1 686	252 132	252 132	187 344
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	45						
Autres biens	46						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	47	25 891	25 891		25 891	25 891	25 106
Tourisme	48						
Autres	49						
Autres	50						
	51	311 934	276 337	1 686	278 023	278 023	212 450
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	52	248 084	271 815	56 786	328 601	328 601	291 493
Patinaires intérieures et extérieures	53	39 063	20 908	4 180	25 088	25 088	11 000
Piscines, plages et ports de plaisance	54	79 308	85 929	6 282	92 211	92 211	49 321
Parcs et terrains de jeux	55	317 063	293 953	94 363	388 316	388 316	398 444
Parcs régionaux	56						
Expositions et foires	57						
Autres	58	35 000	50 667		50 667	50 667	39 900
	59	718 518	723 272	161 611	884 883	884 883	790 158
Activités culturelles							
Centres communautaires	60	54 000	48 590		48 590	48 590	47 907
Bibliothèques	61	241 817	238 911	2 071	240 982	240 982	218 235
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	62						
Autres ressources du patrimoine	63						
Autres	64						
	65	295 817	287 501	2 071	289 572	289 572	266 142
	66	1 014 335	1 010 773	163 682	1 174 455	1 174 455	1 056 300

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023		Réalizations	Réalizations	
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	67						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	68	214 763	189 815		189 815	189 810	120 742
Autres frais	69	6 642	6 641		6 641	6 677	6 685
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	70					508	(381)
Autres	71	5 310	2 642		2 642	2 642	1 407
	72	226 715	199 098		199 098	199 637	128 453
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	73						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	74	1 086 721	963 864	(963 864)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Administration	Données consolidées	
		municipale	Réalisations	Réalisations
		Réalisations	2023	Réalisations
		2023	2023	2022
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1			
Usines de traitement de l'eau potable	2			289 010
Usines et bassins d'épuration	3		619	
Conduites d'égout	4			
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	335 727	335 727	768 043
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	158 577	158 577	32 150
Autres infrastructures	11	6 584 533	6 584 533	7 595 485
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13			
Édifices communautaires et récréatifs	14	139 455	139 454	24 408
Améliorations locatives	15		2 285	3 939
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17		31 820	48 181
Ameublement et équipement de bureau	18	4 819	8 445	28 595
Machinerie, outillage et équipement divers	19		4 483	22 624
Terrains	20			
Autres	21			
	22	7 223 111	7 265 943	8 812 435

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalizations 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1			
Usines de traitement de l'eau potable	2			289 010
Usines et bassins d'épuration	3		619	
Conduites d'égout	4			
Autres infrastructures	5	7 078 837	7 078 837	8 395 678
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10			
Autres immobilisations corporelles	11	144 274	186 487	127 747
	12	7 223 111	7 265 943	8 812 435

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	599 642	5 000 000	171 477	5 428 165
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	3 926 576		540 188	3 386 388
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	4 526 218	5 000 000	711 665	8 814 553
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	769 788		72 194	697 594
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	769 788		72 194	697 594
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14	287 500		287 500	
	15	1 057 288		359 694	697 594
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	1 057 288		359 694	697 594
	19	5 583 506	5 000 000	1 071 359	9 512 147
Dettes en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21			4 207	(4 207)
Dettes à long terme	22	5 583 506	5 000 000	1 075 566	9 507 940

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023**

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	9 507 940
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	697 594
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	8 810 346
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
	13	
Endettement net à long terme	14	8 810 346
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	
Communauté métropolitaine	16	51 353
Autres organismes	17	381 000
Endettement total net à long terme	18	9 242 699
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	9 242 699
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1	1 000	600	1 200
Évaluation	2	68 495	67 439	140 309
Autres	3			
Sécurité publique				
Police	4	1 285 287	1 270 453	1 279 387
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	239 548	239 548	231 243
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	158 488	205 313	190 212
Matières résiduelles	12	15 770	51 119	11 447
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	25 891	25 891	25 106
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	1 794 479	1 860 363	1 878 904

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	7 223 111	8 803 342
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	7 223 111	8 803 342

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	6,00	33,50	10 940,00	580 011	149 239	729 250
Professionnels	2						
Cols blancs	3	5,00	33,50	6 427,00	309 380	76 661	386 041
Cols bleus	4	61,00	40,00	32 970,00	736 797	144 449	881 246
Policiers	5						
Pompiers	6	23,00	4,00	32 517,00	296 101	35 570	331 671
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	95,00		82 854,00	1 922 289	405 919	2 328 208
Élus	9	7,00			194 740	13 542	208 282
	10	102,00			2 117 029	419 461	2 536 490

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3					
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	576 643		14 955	83 199	674 797
	7	576 643		14 955	83 199	674 797

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		2023	2022
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	2 642	1 407
	4	2 642	1 407
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	24 173	23 833
Sécurité civile	7	103 452	4 292
Autres	8		
	9	127 625	28 125
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	42 032	57 619
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	42 032	57 619
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	11 522	13 801
Réseau de distribution de l'eau potable	17		
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19		10 238
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	11 522	24 039
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	15 277	17 590
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	15 277	17 590
Réseau d'électricité			
	40		
	41	199 098	128 780

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Fontaine, Sonia	1.1 Maire	50 223	17 506	9 198	
Beauchamp, Patrick	1.2 Conseiller	12 773	6 387		
Bédard, Serge	1.3 Conseiller	12 773	6 387		
Champagne, Samuel	1.4 Conseiller	12 773	6 387		
Chartrand, Chantal	1.5 Conseiller	14 065	7 032		
Handfield, Richard	1.6 Conseiller	12 773	6 387		
Legault, Barbara	1.7	12 773	6 387		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

OUI NON

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 _____ 450 000 \$

Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 2

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 3 _____ \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 4

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille 5 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement 6 _____ \$

Ligne 3 : Autres revenus 7 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille 8 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value 9 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses 10 _____ \$

Ligne 9 : Autres charges 11 _____ \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie 12 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille 13 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs 14 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement 15 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value 16 _____ \$

Ligne 19 : Créiteurs et charges à payer 17 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés 18 _____ \$

Ligne 21 : Dette à long terme 19 _____ \$

Ligne 24 : Libres 20 _____ \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts 21 _____ \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts 22 _____ \$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice 23 _____ \$

Constatés au cours de l'exercice 24 _____ \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice 25 _____ \$

Les questions 5 à 12 s'appliquent aux municipalités seulement

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

26

27 _____ \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2023

28

29 _____ 210 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

30

31 _____ \$

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

32

33 _____ \$

6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

34

35

7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

36

37 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

38

39 _____ \$

8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

40

41 _____ \$

- b) autres formes d'aide

42 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2023

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2023

43 \$10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2023 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD

44 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

45 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

46 _____ \$

Chaussées pavées - entretien préventif

47 _____ \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

48 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

49 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

50 _____ \$

Systèmes de drainage

51 _____ \$

Abords de routes

52 _____ \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

53 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

54 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

55 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

56 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

▪ Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 56 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2023 (ligne 44), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 53 et 55), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2023 (ligne 44), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

57 _____

b) Date d'adoption de la résolution

58 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 59
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 60 19-10-173
- b) Date d'adoption de la résolution 61 2019-10-08
12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire 62 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin 63 _____
- Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année 64 _____
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique 65 _____
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure 66 1
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves 67 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient 68 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité 69 302
- i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg 70 _____
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 71 1
- Règlement*
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)? 72

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La question 13 s'applique aux MRC et aux municipalités seulement

13. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	73	_____ \$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	74	_____ \$
Ligne 3 : Autres revenus	75	_____ \$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	76	_____ \$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	77	_____ \$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	78	_____ \$
Ligne 9 : Autres charges	79	_____ \$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	80	_____ \$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	81	_____ \$
Ligne 14 : Débiteurs	82	_____ \$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	83	_____ \$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	84	_____ \$
Ligne 19 : Créanciers et charges à payer	85	_____ \$
Ligne 20 : Revenus reportés	86	_____ \$
Ligne 21 : Dette à long terme	87	_____ \$
Ligne 24 : Libres	88	_____ \$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	89	_____ \$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	90	_____ \$

La question 14 s'applique aux MRC seulement

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

3. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

4

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

5

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

6

6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

7

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

8

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

9

Les questions 8 et 9 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2024-06-11

Nom du signataire : Linda Binette

Fonction du signataire : Directrice des Finances

Date de transmission au Ministère : 2024-06-13

Date et heure de la dernière modification : 2024-06-13 15:00

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2022	Budget 2023		Réalisations 2023	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	7 656 392	7 872 529	8 140 865	141 693	8 282 558
Investissement	2	255 965		31 959	3 025	34 984
	3	7 912 357	7 872 529	8 172 824	144 718	8 317 542
Charges	4	8 202 641	8 379 886	8 442 444	168 900	8 611 344
Excédent (déficit) de l'exercice	5	(290 284)	(507 357)	(269 620)	(24 182)	(293 802)
Moins : revenus d'investissement	6	(255 965)	()	(31 959)	(3 025)	(34 984)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(546 249)	(507 357)	(301 579)	(27 207)	(328 786)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	1 086 721	1 086 721	963 864	61 129	1 024 993
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10	(641 700)	(679 150)	(714 492)	(1 046)	(715 538)
Affectations						
Activités d'investissement	11	(46 077)	()	()	(619)	(619)
Excédent (déficit) accumulé	12	246 587	99 786	294 426	(2 569)	291 857
Autres éléments de conciliation	13					
	14	645 531	507 357	543 798	56 895	600 693
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	99 282		242 219	29 688	271 907

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.
Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2022	2023	2022	2022
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé
Actifs financiers					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	116 824	392 944	693 811	430 006
Débiteurs	2	2 324 197	2 370 682	2 426 916	2 415 835
Placements de portefeuille	3	204 606			204 606
Autres	4				
	5	2 645 627	2 763 626	3 120 727	3 050 447
Passifs					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6				
Dette à long terme	7	5 582 460	9 507 940	9 507 940	5 583 501
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8			8 642	25 291
Autres	9	27 787 934	30 461 253	30 763 125	28 119 817
	10	33 370 394	39 969 193	40 279 707	33 728 609
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(30 724 767)	(37 205 567)	(37 158 980)	(30 678 162)
Actifs non financiers					
Immobilisations corporelles	12	45 151 066	51 410 312	51 940 351	45 699 401
Autres	13	304 824	256 758	268 037	321 971
	14	45 455 890	51 667 070	52 208 388	46 021 372
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	553 413	38 059	116 971	606 044
Excédent de fonctionnement affecté	16	582 461	689 352	689 352	582 461
Réserves financières et fonds réservés	17	173 172	267 372	299 322	244 311
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18 (	)	)	52 996)(	58 972)
Financement des investissements en cours	19	(27 225 242)	(29 154 491)	(29 154 491)	(27 225 242)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	40 647 319	42 621 211	43 151 250	41 194 608
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21				
	22	14 731 123	14 461 503	15 049 408	15 343 210

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2023**

		2023	2022
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪	1.1	689 352	582 461
	2	689 352	582 461
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3		
	4	689 352	582 461
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	5.1		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	6		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	7	157 667	99 072
Organismes contrôlés et partenariats	8	29 788	68 977
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	9	9 566	9 566
Organismes contrôlés et partenariats	10	2 162	2 162
Fonds local d'investissement	11		
Fonds local de solidarité	12		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	13		
Autres			
▪ Évaluation et élections	14.1	100 139	64 534
	15	299 322	244 311
	16	988 674	826 772

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

**SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023**

		2023
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	8 810 346
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	9 242 699

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

**SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2023**

		2023	2022
		Total	Total
		consolidé	consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	3 386 388	3 926 576
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	5 428 165	599 642
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	697 594	769 788
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		287 500
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement			
	10	(4 207)	
	11	9 507 940	5 583 506

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

		Réalisations 2022	Budget 2023	Réalisations 2023	
		Administration	Administration	Administration	Total
		municipale	municipale	municipale	consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	6 201 856	6 453 489	6 500 213	6 500 213
Compensations tenant lieu de taxes	13	95 341	94 602	97 064	97 064
Quotes-parts	14				
Transferts	15	367 670	442 438	642 838	654 469
Services rendus	16	276 860	240 500	354 313	412 602
Imposition de droits, amendes et pénalités,					
revenus de placements de portefeuille	17	520 181	478 500	322 302	393 984
Autres	18	194 484	163 000	224 135	224 226
	19	7 656 392	7 872 529	8 140 865	8 282 558
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22	255 965		31 959	34 984
Autres	23				
	24	255 965		31 959	34 984
	25	7 912 357	7 872 529	8 172 824	8 317 542

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023		Réalisations	Réalisations	
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
Administration générale	1	1 173 221	1 156 455	34 559	1 191 014	1 316 378	1 386 484
Sécurité publique							
Police	2	1 401 155	1 378 146		1 378 146	1 394 295	1 400 183
Sécurité incendie	3	390 511	481 616	87 670	569 286	569 286	507 915
Autres	4	159 437	202 888	22 498	225 386	225 387	206 710
Transport							
Réseau routier	5	1 232 042	1 246 108	267 059	1 513 167	1 513 167	1 458 818
Transport collectif	6	239 548	239 548		239 548	239 548	231 243
Autres	7						3 892
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	368 481	420 701	349 270	769 971	796 818	991 761
Matières résiduelles	9	756 976	861 650	37 440	899 090	899 090	725 367
Autres	10	8 460					34 082
Santé et bien-être	11	10 350	5 260		5 260	5 260	4 667
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	286 043	250 446	1 686	252 132	252 132	187 344
Promotion et développement économique	13	25 891	25 891		25 891	25 891	25 106
Autres	14						
Loisirs et culture	15	1 014 335	1 010 773	163 682	1 174 455	1 174 455	1 056 300
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	226 715	199 098		199 098	199 637	128 453
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	7 293 165	7 478 580	963 864	8 442 444	8 611 344	8 348 325
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	1 086 721	963 864	(963 864)			
	21	8 379 886	8 442 444		8 442 444	8 611 344	8 348 325

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalizations 2022		Réalizations 2023	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	255 965	31 959	3 025	34 984
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	8 803 342)(	7 223 111)(	42 832)(	7 265 943)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 () () () ()
Financement à long terme des activités d'investissement	4	289 010	5 000 000		5 000 000
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	46 077		619	619
Excédent accumulé	6	607 095	261 906	39 188	301 094
	7	(7 861 160)	(1 961 205)	(3 025)	(1 964 230)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(7 605 195)	(1 929 246)		(1 929 246)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.
Extrait du rapport financier, page S14